

*Équipement protecteur pour déminage de Med-Eng actuellement utilisé au Pérou. Des combinaisons similaires ont été achetées par le Canada pour être utilisées au Yémen et en Jordanie.*

De plus, le Canada apporte une assistance technique au Programme de déminage accéléré du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/PDA). Trois conseillers techniques du MDN contribuent au renforcement des capacités locales en montrant au personnel local comment réaliser des relevés et constituer des bases de données. Un total de 275 000 dollars a été versé au PNUD/PDA aux fins de l'achat d'équipement. Le volet formation de la contribution canadienne revêt une importance particulièrement cruciale en vue d'assurer la durabilité à long terme du programme d'action contre les mines.

## Pérou-Équateur

progrès accomplis au Mozambique au chapitre du déminage résidait dans l'absence d'une bonne enquête nationale de niveau un qui l'aiderait à définir des priorités en vue d'une action nationale contre les mines. Pour combler ce besoin, l'ACDI finance au Mozambique un Programme de pays intégré, doté de crédits de 10,46 millions de dollars échelonnés sur cinq ans; ces fonds permettront de réaliser un relevé national de niveau un et de fournir du matériel pour l'établissement de relevés et d'une cartographie géospatiale. Une mission d'évaluation achevée en septembre 1998 a confirmé le besoin d'un programme recouvrant toute la gamme des activités de soutien sur les plans institutionnel, technique et de la formation, ainsi que le relevé de base et les travaux de cartographie.

Pendant l'année financière 1998-1999, l'ACDI a consacré 425 000 dollars au programme d'action contre les mines au Mozambique. L'organisation Canadian International Demining Centre (CIDC), qui a son siège à Sydney, en Nouvelle-Écosse, s'est vu adjuger un contrat en vue d'effectuer le relevé de niveau un. Le déploiement a commencé en mars 1998.

L'engagement à déminer une partie contestée de la frontière entre le Pérou et l'Équateur est une des pierres angulaires d'une série d'accords de paix signés par les anciens adversaires en octobre 1998. Le Canada et l'Organisation des États américains (OEA) souhaitent vivement appuyer cette action afin de permettre la démarcation des frontières convenues, ce qui est un moyen de favoriser la stabilité dans la région.

Le Pérou et l'Équateur ont tous deux reçu 50 000 dollars en guise de soutien de la phase 1 d'un plan de déminage de leur frontière commune. Ces crédits ont servi à l'achat d'équipement protecteur pour le déminage fabriqué au Canada par l'entreprise Med-Eng Systems. Le Canada continue, par l'entremise de l'OEA, d'appuyer la réalisation de la phase II du plan de déminage de la frontière et, au printemps 1999, il a débloqué des fonds de démarrage d'un montant de 300 000 dollars en faveur d'un nouveau fonds d'affectation spéciale de l'OEA consacré exclusivement à la collecte de fonds dans l'hémisphère occidental en vue du déminage le long de la frontière entre le Pérou et l'Équateur.